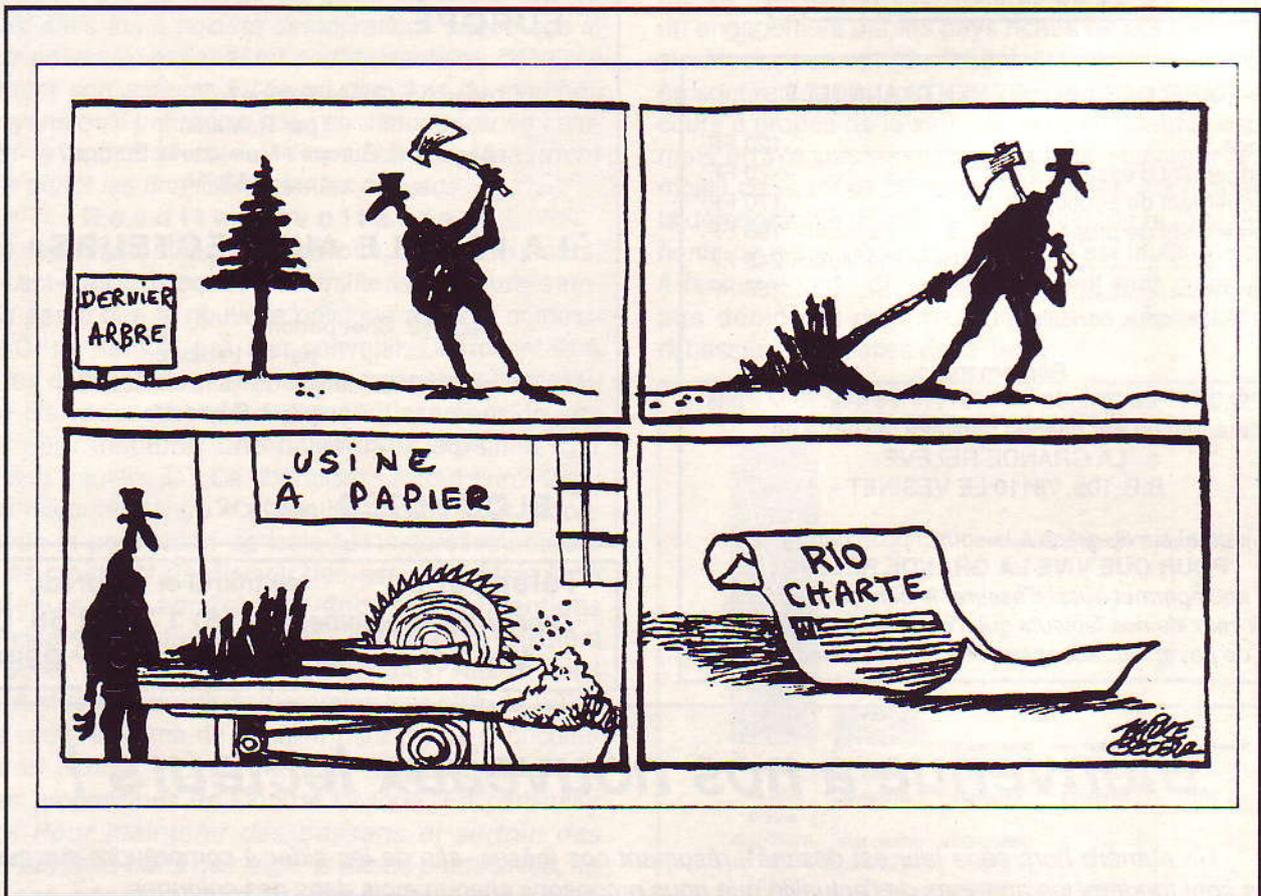


LA GRANDE RELÈVE

DES HOMMES
PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ECONOMIQUE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN



AU SOMMAIRE DE CE N° 913 :

Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN

Recherche et documentation :
René MARLIN

Diffusion et relations extérieures :
André PRIME

*Rédacteurs (tous bénévoles) :
les abonnés qui le souhaitent.
Les manuscrits sont choisis
par le comité de lecture
et ne sont pas renvoyés.*

Impression : R. PERNEL

Commission paritaire N° 57434.
Diffusé par les N.M.P.P.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS

France	120 FF
Abonnement d'essai (6 mois)	70 FF
Abonnement de soutien.....	170 FF
Abonnement de propagande : . 5 n° mensuels .	195 FF
.....10 n° mensuels.	245 FF
Etranger	155 FF
(Par avion, nous consulter)	

Règlements :

par C.C.P. " La Grande Relève ", n° 13 402.39 M Paris
par mandat ou par chèque bancaire à l'ordre de :
LA GRANDE RELEVÉ
B.P. 108, 78110 LE VESINET

Ce journal survit grâce à la souscription permanente
"POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVÉ"
qui nous permet aussi d'assurer le service du journal
à ceux de nos lecteurs qui n'ont pas les moyens
de payer leur abonnement aux tarifs indiqués.

* ÉDITORIAL :

page 3 L'avenir en question,
par M-L Duboin.

* RÉFLEXIONS :

page 4 Le débat s'élargit,
par J-P Mon et M-L Duboin.
page 8 Que préférez-vous?
par A. Chantraine.

* ACTUALITÉ :

page 7 On vend les bijoux de famille,
par A. Prime.
page 8 Lu, vu, entendu.

* EUROPE :

page 9 Quelle Europe?
par R. Marlin.
page 11 L'Europe ! Mais quelle Europe?
par A. Mollié.

* LA PAROLE AUX LECTEURS :

page 12 Cher patron,
par M. Leblond.
page 13 Le danger du "je m'en foutisme"
par J. Bourdette.
page 15 Courrier.

* BLOC-NOTES page 12

Téléphone : les mardi et vendredi,
l'après-midi seulement, (16) 1 30 71 58 04
Minitel : 36 14 code CHEZ * REIN.

Bienvenue à nos nouveaux lecteurs !

Un numéro hors série leur est destiné, résumant nos thèses, afin de les aider à comprendre sur quelles bases sont fondées les analyses de l'actualité que nous proposons chaque mois dans nos colonnes.*

A ces analyses nous ajoutons régulièrement les réflexions personnelles qu'elles suscitent de la part de nos abonnés, et qui nous les adressent pour publication. Nous tenons en effet à ce que ce journal soit une tribune qui permette à ses lecteurs de réfléchir et débattre entre eux, c'est la raison pour laquelle nous donnons aussi le plus de place possible à nos rubriques "Tribune libre" et "Courrier des lecteurs".

Nous ne sommes pas des journalistes professionnels, mais des gens qui enragent de voir tout ce qui est possible et qu'on ne fait pas, faute, peut-être, d'y avoir pensé. Alors nous essayons, avec nos modestes moyens et toute notre bonne volonté, d'amener à ces réflexions le plus de monde possible.

Merci de vous associer à nos efforts pour un monde meilleur et plus humain.

La directrice du journal.

* Nous l'offrons à nos nouveaux abonnés et l'envoyons sur demande (25 F, franco) aux lecteurs intéressés.

**Voir en page 16 la liste des ouvrages et documents
qui sont disponibles, parmi ceux que nous avons publiés.**

L'avenir en question

par Marie-Louise Duboin

L'actualité nationale est dominée par les débats autour du traité de Maastricht, au point qu'elle a inspiré deux articles de ce numéro. Ils expriment les doutes de leurs auteurs, partagés par beaucoup, pas au point de refuser l'Europe dont l'union va dans le sens de plus de civilisation, mais parce que celle que les politiciens nous préparent n'est pas celle que souhaitent les peuples et les hommes de bonne volonté. Cette opinion est parfaitement résumée en deux phrases de C Julien dans *Le Monde Diplomatique* de juin : «*La marche vers plus d'unité est une indiscutable avancée civilisationnelle et le meilleur exemple que l'Europe puisse donner au monde*»...mais «*Nul n'attend du traité de Maastricht qu'il modifie les "lois du marché" mais toute société démocratique attend que le pouvoir politique, national ou communautaire, définisse clairement son attitude à l'égard des "lois du marché", les moyens qu'il préconise pour en atténuer ou en compenser le coût humain*»...«*Pour l'heure, Maastricht comble plutôt les financiers que les citoyens.*»

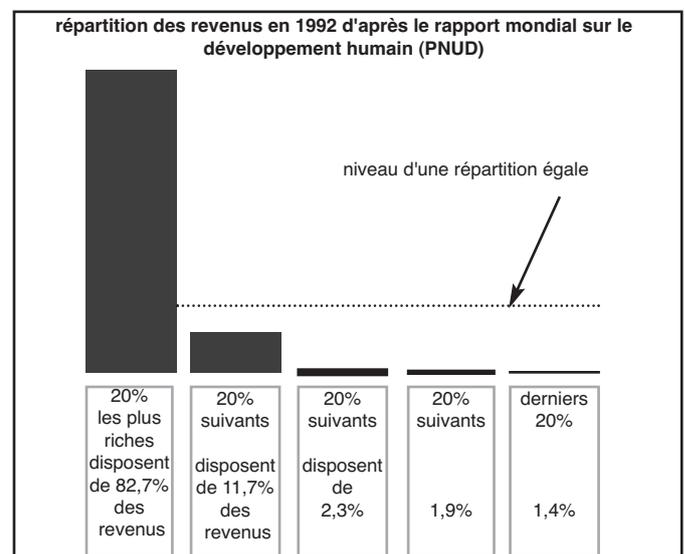
Révolte révoltante

L'autre fait d'actualité est la révolte des agriculteurs, n'hésitant pas à bloquer des millions de leurs semblables parce que la nouvelle politique agricole commune (PAC) ne semble pas leur convenir. Cherchent-ils à imiter les camionneurs chiliens qui amenèrent l'assassinat de Salvador Allende et l'anéantissement de ses efforts pour instaurer une démocratie au Chili? Car enfin, que veulent-ils? Le libéralisme à tout crin? C'est pour la majorité d'entre eux la ruine assurée car l'abondance de la production agricole tue naturellement leur profit. Ils craignent de devenir des assistés? Mais ils le sont depuis des années, les énormes subventions consenties en leur faveur par la Communauté assurent entre 50 et 70 % des revenus agricoles! Alors? Il est d'autant plus difficile de comprendre leur attitude qu'on trouve sous la plume de l'ancien ministre de l'agriculture, Henri Nallet, des termes qui rappellent fort nos propres propositions de Contrat Civique. En particulier ceci : «*Pour maintenir des paysans et surtout des jeunes paysans dans nos régions moins productives, ne faut-il pas négocier avec chacun d'eux de nouvelles relations au terme desquelles ils percevraient une véritable rétribution pour le travail de service accompli en mettant à la disposition de tous l'environnement dont nous avons besoin, comme est rétribué le service du facteur ou du médecin? Ce ne sera là ni assistance, ni aide transitoire mais véritable contrat pour un travail. Peut-être le plus précieux de tous* ».

Rio à côté de la plaque

A propos d'environnement, quel gâchis en tout genre, papiers, temps et kérosène, entraînés par le "Sommet de la Terre"! Je serais curieuse d'en savoir le coût, pour le mettre en rapport avec les résultats : quelques accords vagues passés après des mois de palabres,

deux semaines de discours, de gesticulations et de spectacles grandioses, dignes, paraît-il, de cette merveilleuse ville de Rio, réputée pour d'autres carnivals. Une pétition de principes pour permettre, paraît-il, un "développement durable". Et quatre textes âprement marchandés. Un sur la forêt, qui sera sans effet. Un sur la biodiversité qui s'est heurté aux lobbies de l'industrie pharmaceutique et des biotechnologies. Un troisième sur le changement climatique, que les Etats-Unis ont réduit à rien pour ne pas léser les lobbies pétroliers. Le quatrième, un catalogue de 800 pages d'actions à entreprendre pour préparer le XXI^{ème} siècle, n'a entraîné aucun engagement sérieux. Son coût était estimé au minimum à 625 milliards de dollars par an, soit un engagement par les pays riches de doubler leur aide au développement (de 0,35 à 0,7 % de leur PNB). Ils en sont restés très loin. On a fait, par exemple, des discours à propos de la sauvegarde de certaines espèces, mais on n'a pas assez parlé de la sauvegarde de la moitié de l'espèce humaine : personne n'a rappelé que la démographie galopante qui résulte de la misère est la honte de notre siècle, au point qu'il est inutile de songer à la sauvegarde de l'environnement tant qu'on n'aura pas décidé et organisé une autre répartition des richesses potentielles de la Terre :



On retiendra seulement de l'intervention de F. Mitterrand que la France participera au fonds européen pour le financement du programme d'action de Rio en donnant la priorité aux mesures tendant à réduire la pauvreté, à favoriser les transferts de technologie et le développement des capacités institutionnelles, c'est-à-dire la démocratisation des pays bénéficiaires, et ces belles paroles : «*Notre rencontre n'aura pas été vaine si elle permet de faire comprendre aux peuples du Sud que l'écologie n'est pas un luxe de nantis et à ceux du Nord qu'il n'est pas de vraie protection de l'environnement sans aide au développement* ».

Le débat s'élargit

par Jean-Pierre Mon et Marie-Louise Duboin

Aceux de nos lecteurs qui périodiquement se lamentent en pensant que nos idées "ne se répandent pas", deux évènements récents viennent apporter de façon péremptoire la preuve du contraire. D'abord, le mois dernier, un rapport du Bureau International de Travail osait conclure clairement que la croissance économique ne pourrait plus désormais enrayer celle du chômage. Il aura fallu vingt ans après la fin des Trente Glorieuses pour que cet organisme officiel constate publiquement ce qui fut annoncé soixante ans plus tôt par Jacques Duboin, en s'appuyant sur des bases apparemment solides. Mieux vaut tard que jamais, dit-on. Espérons que le BIT sera entendu.

Le second évènement est le fruit d'un travail de réflexion organisé à l'initiative de Jacques Robin, par le Groupe Transversales Sciences/Culture et qui vient de se concrétiser par la publication d'un ouvrage collectif intitulé "**Garantir le revenu. Une des solutions à l'exclusion**". Nos lecteurs y retrouveront notre vieux débat commun "sur la transition", mais ils se réjouiront de voir ainsi qu'il s'élargit à des personnalités très diverses dont la compétence ne manquera pas, il faut l'espérer, d'attirer enfin l'intérêt du grand public (et de ceux qui décident pour lui) sur les problèmes cruciaux que pose notre époque et le changement de civilisation dont elle est le témoin.

Voici, en effet le sommaire de cet ouvrage :

Reprenant un argumentaire familier à nos lecteurs, le document montre tout d'abord que l'économie des pays industrialisés se caractérise de plus en plus nettement par l'exclusion progressive des hommes et des femmes du processus de production de biens et services et que la croissance tant espérée, présentée comme la panacée à tous nos maux, ne fera en fait, dans le cadre de l'économie d'échange, qu'augmenter le nombre des exclus de la production et de la consommation.

Le changement de civilisation

Le Professeur René Passet fait une magistrale description de la relève de l'homme par la machine, expliquant «*la logique d'une mutation*».

L'explication de ce faux paradoxe, délibérément passé sous silence par les gouvernements, les économistes et les médias, doit être cherchée dans la formidable mutation technologique qui s'accélère spectaculairement depuis une trentaine d'années dans l'ensemble des pays développés. De quelque façon que l'on essaie de la masquer, la montée du chômage continue inexorablement : «*au total, de 1970 à 1990, le chômage officiel est passé dans la CEE de 2,4 à 16 millions de personnes (soit environ 12 % de la population active) et, en 1991, la pauvreté y touche 50 millions de personnes*». Aux Etats-Unis, le nombre de chômeurs atteint 10 millions et "les nouveaux pauvres", démunis de toute assistance

Introduction, J. Robin, *Directeur de la revue Transversales*

1. Un monde économique nouveau

La logique d'une mutation, R. Passet, *Professeur, Université Paris I*

Vers de nouveaux fondements symboliques, A. Caillé, *Directeur de la revue MAUSS*

2. La solution globale de l'économie distributive

L'économie distributive, M-L. Duboin, *Maitre de Conférences, Université Paris 7*

Les transitions vers l'économie distributive, *L'équipe de la Grande Relève*

3. Des tentatives en cours

Le RMI en France : Bilan et perspectives, C. Euzéby, *Professeur, Université Grenoble II*

Les revenus minima en Europe, D. Lenoir, *journaliste, Alternatives économiques*

4. Le revenu garanti : fondements et propositions

L'allocation universelle, une stratégie pour la nouvelle Europe, P. Van Parijs, *Université de Louvain*

Jalons pour un revenu européen de citoyenneté, G. Gantelet, *Université Lyon II*

Revenu d'existence : une solution à la crise agricole, P. Lavagne, *Professeur, Université Paris XII*

et F. Naud, *Enseignant, Université Paris II*

Revenu de citoyenneté et financement du temps partiel, A. Insel, *Maitre de Conférences, Université Paris 1*

5. Au cœur du débat

Le cœur de l'accord, Y. Bresson, *Professeur, Université Paris XII*

Le cœur du désaccord, G. Aznar, *Président des Amis de la Terre*

Désorientations, orientations, A. Gorz, *Economiste et philosophe*

6. Lancer le débat

J.-P. Maréchal et J. Robin
(des conditions spéciales pour se procurer cette brochure sont faites pour les abonnés du journal, voir bloc-notes, page 12)

sociale sont plus de 30 millions. Le Canada s'engage sur la même voie et le Japon dissimule son chômage en mettant à l'écart (mais à l'intérieur des entreprises) ses cadres vieillissants et en maintenant les femmes dans un statut d'infériorité.

Le progrès des technologies informationnelles ne s'arrêtant pas, des dizaines de milliers de suppressions d'emplois sont à prévoir dans un proche avenir. D'une manière plus globale, Yoland Bresson constate (enfin!) que « *Nos économies, et même l'économie mondiale sont entrées dans l'abondance et nous paraissent impuissantes à en faire profiter tous les humains* » ... « *dans le monde occidental, en trente ans, la durée du travail a diminué d'environ un tiers et la production a plus que doublé* ». Comment ne pas voir là la preuve que ce n'est plus la production de biens et de services qui pose problème mais la répartition des biens et des services produits? Ne pas résoudre ce problème conduit tout droit à la société duale avec son cortège de misères et de violences.

« *Formés à l'optimisation de la gestion de biens rares ou semi-rares, les économistes se trouvent désarmés face à des biens abondants* ». Les voici soudain contraints à envisager la rupture du lien entre revenu et emploi.

Partager le travail et les revenus

Fort de ce constat, le document de *Transversales* présente un ensemble de textes sur le partage du travail et sur le partage des revenus. Les premiers posent le problème des interactions entre la réduction de la durée du travail et la productivité et de l'arbitrage entre la rationalité de l'économie de marché et les activités non marchandes. Les seconds ont essentiellement trait à la répartition des revenus non mesurés par le travail et soumettent à la discussion une série de propositions dont nous avons déjà longuement parlé dans la Grande Relève : allocation universelle, revenu de citoyenneté, revenu d'existence, etc.

Ces textes sont quelquefois contradictoires. Ils reproduisent finalement un débat déjà engagé lors des divers congrès de BIEN (Basic Income European Network) et que l'on peut résumer ainsi :

— **faut-il réserver aux seuls exclus l'attribution d'un revenu de subsistance ou le donner à tous sans aucun contrôle et sans exiger une contre-partie en travail (au sens large) ?**

Accords ...

Tous s'accordent cependant à constater que le maintien du système actuel est devenu une utopie!

Pour P. Van Parijs, un système d'allocation universelle, (qui est l'objet de l'association BIEN qu'il a eu l'initiative en 1986), constitue une stratégie radicale et réaliste pour l'Europe future. Cette allocation universelle est un revenu auquel a droit de manière absolument inconditionnelle tout citoyen ou résident permanent. Il n'est pas nécessaire pour cela d'avoir travaillé ou cotisé dans le

passé, ni d'être demandeur d'emploi. Le montant de ce revenu est le même pour tous, quel que soit le niveau que l'on tire d'une autre source, et que l'on vive isolé ou cohabitant.

Pour Y. Bresson la solution passe par la mise en place d'un "revenu d'existence" inconditionnel et cumulable avec les revenus tirés d'autres activités. Selon lui, une telle mesure permettrait à la fois l'intégration par le revenu d'existence et la différenciation par les revenus d'activité, les cotisations prélevées sur ces derniers assurant le fonctionnement de la sécurité sociale. On voit que le revenu d'existence présente finalement peu de différence avec l'allocation universelle et qu'il s'agit là une fois encore de redistribution, bien que Bresson écrive le contraire : « *C'est le changement de la distribution des revenus qui est inévitable et non pas les tentatives toujours plus désespérées d'améliorer la redistribution* ».

Pour P. Lavagne et F. Naud, on ne peut attribuer d'emblée un revenu d'existence ou une allocation universelle à l'ensemble de la population. Il faut le faire partiellement, ce qui aidera à faire changer les mentalités. Un domaine d'application privilégié leur paraît être l'agriculture. Le revenu d'existence appliqué à l'ensemble de la population agricole constituerait une bonne réponse au fait que la PAC soit aujourd'hui une politique dépassée au plan communautaire comme au plan international.

... et désaccords

G. Aznar et A. Gorz s'opposent à une telle conception, Gorz lui reprochant en particulier de ne pas créer un "espace public" pour des activités non-économiques et d'oublier que le fonctionnement de toute collectivité nécessite une certaine quantité de travail dont personne ne doit pouvoir volontairement s'abstraire. Selon eux, la solution passe en priorité par une réduction importante de la durée du travail, par un partage du travail ne s'accompagnant pas d'une diminution des revenus. L'entreprise ne pouvant fonctionner qu'avec une logique capitaliste, il est hors de question qu'elle maintienne intégralement le revenu des salariés travaillant à temps réduit. Il faut donc compenser la perte de revenu de ceux-ci par une indemnité financée, par exemple, par un impôt sur la consommation ou sur les progrès liés à l'automation... On voit qu'il y a là un facteur d'augmentation du coût de la vie et une notion de progrès de la production difficile à évaluer (en outre, une telle mesure aurait pour effet de freiner le progrès en décourageant la substitution du capital au travail). Nous sommes encore confrontés à un problème de redistribution.

Le revenu de citoyenneté

Enfin, plus près de l'économie distributive, le Revenu Européen de Citoyenneté proposé par G. Gantelet est fondé sur l'appartenance à une communauté, sur des critères de citoyenneté; il constitue un approfondisse-

ment économique et social des anciens concepts des droits de l'homme affirmés par la Charte des Nations Unies et la Charte sociale du Conseil de l'Europe de 1962. On peut considérer ce revenu comme un élément de la dignité humaine puisqu'il s'agit bien d'un droit à la vie qui se fonde sur la primauté de la personne. Mais à côté de ce droit existent des devoirs : « *L'homme a besoin de l'équilibre entre individu et société et il lui faut l'entretenir de façon permanente... Dans cette tension continue se constitue le véritable contrat social qui maintient le minimum de liens communautaires nécessaires à une société ouverte sur les libertés mais également soucieuse de ses responsabilités* ». Il permet à chacun d'être en mesure de participer à la vie civique de la société. Le Revenu Européen de Citoyenneté doit affirmer résolument son caractère universel... « *Il ne peut pas y avoir de discrimination à rebours puisqu'il s'agit d'adhérer à la conception de l'économie distributive, et non pas de faire perdurer l'économie Redistributive* ». G. Gantelet propose aussi la mise en place d'un service civil qui prendrait en charge les tâches élémentaires, "le travail en miettes", à la chaîne, indifférencié, déqualifié. Nous voyons que nous sommes là bien près de l'économie distributive telle que nous la concevons dans une étape ultérieure. Dommage que Gantelet ne précise pas comment sera financé le Revenu Européen de Citoyenneté.

L'éternel débat sur "la transition"

Nos lecteurs seront certainement frappés de retrouver dans les opinions diverses exposées par d'éminentes personnalités, celles qu'ils ont eux-mêmes exprimées dans nos colonnes, au cours des années, en débattant de "la transition" (et qui sont résumées dans le second chapitre de cet ouvrage collectif) : par exemple la proposition de commencer par le secteur primaire de l'agriculture (ce qui semble d'ailleurs être en voie de se réaliser avec la nouvelle PAC), et la difficulté de trouver le financement d'un revenu sans contre-partie d'un travail dans le système actuel.

Mais ils déploreront probablement que les coordinateurs du livre n'aient pas tiré parti des conclusions des distributistes, aboutissant à la nécessité du Contrat Civique (C.C.). Il est dommage qu'ils n'aient pas montré que le C.C. que nous proposons vient précisément répondre aux besoins et objections soulevées à propos d'un revenu inconditionnel. Citons à cet effet : P.Lavagne et F.Naud : « *La demande générale est aujourd'hui celle d'une contractualisation, d'une planification du revenu qu'intègre fort bien le projet* qu'ils présentent sous le terme de Dividende Universel Agricole... *La recherche permanente de créneaux porteurs demande un dynamisme commercial et une aptitude à prendre des risques* » remarquent-ils plus loin, or c'est précisément ce que nous voulons maintenir par le C.C. Décivant le D.U.A., les mêmes auteurs précisent : « *Le monde agricole devra demain se diviser entre agriculteurs traditionnels fournisseurs de denrées aux industries agro-*

mentaires, moléculteurs ayant passé des contrats avec l'agronomie, et enfin paysans producteurs de services misant sur le tourisme et l'éducation ». Le C.C. offre le moyen de reconnaître l'activité de tous, quel qu'en soit le niveau. Insel note la nécessité d'« *introduire de la souplesse dans l'organisation sociale* », qu'un revenu minimum, même inconditionnel ne lui paraît pas en mesure d'apporter, alors qu'« *une réflexion sur la dissociation progressive entre le revenu et son immédiate contrepartie marchande* » est nécessaire. Là encore le C.C. apporte la transition supportant cette réflexion. Gantelet insiste sur « *l'universalité et l'individualisation qui doivent être les deux moteurs du bouleversement imaginé* », nécessités complémentaires que le C.C. permet de concilier.

L'importance du Contrat Civique

D'autre part, Gorz, dans le remarquable ouvrage (1) analysé dès sa sortie dans nos colonnes) d'où est extrait le chapitre intitulé " Désorientations, orientations" exprime un besoin général : « *Je ne me sens appartenir à une société que si j'ai la certitude que les autres ont besoin de moi et que je suis aussi capable qu'eux de contribuer à la réalisation de tâches collectives* ». Quel meilleur moyen que le C.C. d'apporter cette certitude, étant donnée la diversité des activités humaines qu'il s'agit aujourd'hui de reconnaître, indépendamment de leur rentabilité purement marchande ? Dans leurs conclusions, Maréchal et Robin en affirmant que l'économie distributive ne répond pas « *avec assez de rigueur aux questions qu'elle soulève pour son instauration : quels critères pour mesurer et moduler le revenu social ? Quelles motivations d'Homo-sapiens-demens pour inciter au service civil ? Quelles structures pour assurer les régulations qu'elle suppose ?* » font la preuve que le contenu potentiel du Contrat Civique leur a échappé. Mais le débat qu'ils viennent d'élargir avec cet ouvrage leur permettra sûrement d'aller plus loin.

Car, malgré leurs compétences, les auteurs qui tentent dans cette étude (Lavagne, Naud, Insel, Aznar, Gorz) de chiffrer, puis de trouver les moyens de financer un revenu pour tous dans le système actuel aboutissent à des conclusions contradictoires. Et aucun ne prend en compte la montée des prix qui suivrait automatiquement une augmentation des charges des entreprises ! Bref, la réponse à la question : « *Combien donner, Comment y parvenir ?* » que pose Y.Bresson ne ressort pas non plus de ce travail. « *C'est à ne pas y avoir clairement répondu que l'évidence est passée pour utopie, que sa réalisation a été toujours reportée* », affirme-t-il. Nous continuons, quant à nous, à penser que c'est parce que la généralisation d'un tel revenu ne pourra intervenir qu'après une profonde modification de la conception et du rôle de la monnaie. Mais apparemment, sur ce point aussi, les distributistes sont encore en avance !

— — —

(1) analysé dès sa sortie dans nos colonnes : voir "La gauche, c'est par où?", GR N° 905.

On vend les bijoux de famille

par André Prime

Nous n'aurons pas la prétention de croire que c'est à la suite de la lecture de *"Un socialisme à visage humain"*, que nous avons envoyé il y a quelques semaines à M. Bergeron — ainsi qu'à tous les leaders syndicalistes (aucun n'a répondu) — que ce dernier en vient à évoquer *"la semaine de 30 heures à l'horizon 2000"*.

Il est vrai que le problème du chômage taraude l'esprit des princes qui nous gouvernent, princes qui se disent socialistes et qui sont en passe de perdre les délices du pouvoir qu'ils goûtent depuis une décennie.

Moins de deux mois après ses fanfaronnades *"nous ne dépasserons pas les trois millions de chômeurs"*, Pierre Bérégovoy est lui-même inquiet et n'en fait pas mystère. Eh oui, l'économie progresse et les licenciements avec elle ! Tous les bricolages — petits boulots devenus *"travaux de proximité"*, stages de formation, etc — s'avèrent cautère sur jambe de bois. Les entreprises mènent de front développement, bénéfices et ... licenciements, souvent massifs : automobiles, métallurgie, etc.

Il y a quelques semaines, j'assistais à un colloque de *"Confrontations"* où l'on retrouvait Herzog (PC), l'organisateur, le patron d'Usinor-Sacilor, Rocard, etc. Les constatations du patron de Sacilor se passent de commentaires : pour une même production, la société comptait :

- en 1980, 23.000 personnes,
- en 1992, 6.000 personnes (presque 4 fois moins).

Ce n'est pas tout : si le groupe *"allait jusqu'au bout de la rationalisation (sic)"*, 2.000 personnes suffiraient ! Plus de 11 fois moins qu'en 1980. Tous les *"gisements de nouveaux emplois"* (comme disent si gentiment — et sans doute hypocritement — nos édiles socialistes) réunis sont incapables bien sûr de procurer des réemplois aux licenciés, de plus en plus nombreux. Je ne résiste pas, tant c'est énorme — de naïveté ? — à l'envie de rappeler cette réflexion de notre bi-septennaire Président, le 29 janvier dernier, s'agissant de chômage : *« Paradoxalement la bonne santé économique produit du chômage, frappe les hommes »*. Que ne frappe-t-elle pas violemment notre Président ! C'est vraiment l'ABC de ce qu'a constaté et analysé Jacques Duboin, il y a déjà 60 ans, en y apportant, qui plus est, immédiatement les solutions. Que nous ne cessons de répéter depuis lors.

A vouloir ménager à la fois le patronat et son électorat, Bérégovoy perdra sur les deux tableaux. Le patronat profite de tous les avantages accordés (désindexation des salaires, liberté des prix, non rétablissement de l'autorisation de licencier en 1988, impôts sur les bénéfices abaissés de 50 à 33 %, suppression des charges sociales pour les jeunes embauchés) essentiellement

par les socialistes, pas pour autant pour la gauche. Pour tenter de contenir le chômage au-dessus de la *"barre"* des 3 millions (Mauroy avait choisi lui la *"crête"* des 2 millions), et résoudre le problème du tiers des chômeurs de longue durée, on n'a rien trouvé de mieux que de *"vendre les bijoux de famille"* ; les vendre aux riches bien sûr, alors qu'ils rapportaient de l'argent à l'Etat. Nuance : pour ne pas être accusés de *"privatiser"* comme l'avait fait la droite entre 1986 et 1988, on ne *"dénationalise"* pas, on *"cède des actifs"*. Ah, la magie des mots pour cacher les maux ! Ainsi Total va *"rapporter"* 10 à 12 milliards. En fait, le raisonnement du gouvernement est simple : *"Nous avons 95% de chances de perdre les législatives en 1993. La droite revenue au pouvoir poursuivra les privatisations. Alors autant le faire nous-mêmes, utiliser cet argent pour dégonfler le chômage et retrouver ainsi une petite chance en 1993."* Elémentaire ! Las, ça ne suffit pas.

Les critiques se font jour. En effet, ces ventes ne créent pas d'argent renouvelable. Une fois dépensé dilapidé (dit la droite) il faudra trouver — vendre ? — autre chose. Mauvaise gestion des fonds publics. Et déjà s'applique à Bérégovoy le vers célèbre de Corneille :

"Et monté sur le faite, il aspire à descendre."
Et comptons sur la droite politique, assoiffée de pouvoir après sa longue traversée du désert, pour ne faire aucun cadeau. Etre premier ministre est plus difficile que d'être ministre des Finances. Déjà le CNPF reproche à Bérégovoy *"une politique de facilité budgétaire qui devient périlleuse"*. Et pourtant, comme il adorait le *"père de rigueur"* quand celle-ci visait les salaires ! Comme l'écrit Noblecourt, dans le Monde du 31 mai : *"Il (Bérégovoy) était crédité d'avoir contenu la croissance du pouvoir d'achat et des dépenses publiques et surtout d'avoir favorisé un nouveau partage de la valeur ajoutée au profit non plus des salariés mais des entreprises."*

Et le *Monde Diplomatique* de mai précise : *"La confiance des milieux d'affaires impose de ne pas alourdir la fiscalité des plus riches."* La France a, paraît-il, un gouvernement socialiste !

La dernière trouvaille de nos experts gouvernementaux pour expliquer — justifier — notre fort taux de chômage, c'est notre forte productivité. 1 % aux Etats-Unis contre 2,5 % en France et 3,6 % au Japon.

Nos gains de productivité qui ont pour but d'augmenter notre compétitivité et d'accroître nos parts de marché, surtout à l'exportation, sont — c'est le revers de la médaille — générateurs de chômage, parce que supérieurs à la croissance globale. Ce n'est pas inexact (voir ci-dessus la *"découverte"* de Mitterrand). Nous-mêmes dans un article : *"Hypercompétitivité : l'impasse"* (GR

(suite page suivante)

Un drame dont on parle peu

"*Médecins sans frontières*" nous informe des cruelles persécutions que la dictature militaire, en Birmanie, fait subir aux minorités. Les Rohingyas, minorité musulmane, menacés d'extermination, n'ont d'autre choix que de fuir. Ils marchent pendant des jours, sans manger, et gagnent le Bangladesh. Mais voici la face réconfortante de ce drame : les Bangladeshis, eux-mêmes dans la misère, jugent que ces réfugiés sont plus malheureux qu'eux, et ils les accueillent généreusement !

(Transmis par Pierre Herdner)

Terraillon et ... le mal des banlieues

Annemasse (Haute-Savoie) n'est pas une grande ville : le "mal des banlieues" dont était chargé le Docteur Tapie a peu de chances de s'y développer. Et pourtant l'entreprise Terraillon, sise à Annemasse, dans laquelle Tapie est majoritaire, va licencier 140 personnes. Mais tenez-vous bien : ça pourrait être parce que l'entreprise

(suite de la page précédente)

de novembre 1991) ne disons pas autre chose en substance, mais éluder le problème social découlant de ces progrès techniques n'est pas digne de "socialistes" : si gains de productivité il y a, ils doivent être partagés : diminution et partage du temps de travail entraînant une résorption du chômage, augmentation globale du pouvoir d'achat en adéquation constante avec l'augmentation des biens disponibles. Sinon c'est l'impasse... que l'on constate — et que Bérégovoy constate — aujourd'hui.

Un gouvernement socialiste qui cautionne une société duale de plus en plus marquée, c'est déjà bien lâche. Mais voilà qu'en plus il cautionne et justifie le gel des terres et des biens tout en déplorant hypocritement la misère et la faim. Les stocks d'excédents dans la CEE coûteraient 300 milliards par an : lait en poudre écrémé, 342.000 tonnes ; beurre, 266.000 tonnes ; riz, 128.000 tonnes ; boeuf 678.000 tonnes ; céréales, 1.138.000.000 tonnes.

"*Si tu vas à Rio*" ... un beau sujet planétaire car le Sud et l'Est du continent africain sont menacés d'une famine sans précédent. La Commission Européenne avance une prévision de 60 millions de morts. Le Président de la Banque mondiale parle de 150 millions.

Et l'on apprend que 70 % des habitants les plus pauvres du globe ne perçoivent qu'un quart de l'aide internationale car "*les pays dont les budgets militaires sont élevés se voient accorder une aide deux fois plus importante que les autres.*"

Quelques lueurs, quelques espoirs apparaissent par la force des choses. La marche vers un socialisme authentique est une longue marche!

(1) Rapport mondial sur le développement humain, publié le 23 avril dernier par le Programme des Nations Unies pour le Développement).

est en faillite ou grave difficulté. Non, c'est pour délocaliser la production en Irlande ou Malaisie où les coûts de production sont inférieurs de 30 %.

Et voilà comment on fabrique des chômeurs, la main sur le coeur en prétendant résoudre les problèmes des banlieues, dont le chômage est l'un des éléments principaux.

(Le Monde, 16-6-92, Transmis par A. Prime)

des chiffres éloquentes...

La seule dette fédérale des Etats-Unis représente 1.000 dollars par habitant du tiers-monde.

L'ex-RDA a reçu, en un an, 100 milliards de dollars, soit 37.000 F en moyenne par habitant. Pour verser autant aux habitants de la seule république russe, il faudrait 1.500 milliards de dollars.

Les prévisions du FMI sur la croissance économique ont été ramenées, en six mois d'intervalle, de 2,7% à 1,4%, pour l'année 1992..

Celles de la Banque Mondiale montrent que pour les trois cinquièmes de l'humanité (cf notre schéma p. 3), la croissance économique n'a aucune chance de rattraper la croissance démographique.

Tabac

Comme les ministres de la santé (!) d'Allemagne s'y opposent, la publicité pour le tabac ne sera pas interdite en Europe. A noter qu'en Norvège toute publicité pour l'herbe à Nicot est déjà interdite et qu'en Belgique on voudrait qu'il en soit de même, qu'en 1991, la Communauté a versé, par jour, 115 millions de Francs Belges d'aide aux producteurs de tabac, autant que l'aide aux producteurs de fruits et enfin qu'en Europe, 400.000 personnes par an meurent des conséquences du tabac.

(Extrait de Tam-Tam)

Que préférez-vous ?

Une économie libérale
compétitive et sauvage
qui ne pense qu'à l'argent-profit
et qui en devient destructive

ou

une économie libérée
dans laquelle la concurrence
serait celle de la qualité,
dans une économie appelée
l'Economie Distributive ?

Albert Chantraine

Quelle Europe ?

par René Marlin

En dehors de quelques attardés du nationalisme, de quelques nostalgiques des empires et de quelques incondtionnels des Etats-Unis d'Amérique ou de la défunte URSS, peu nombreux sont ceux qui, dans les 12 pays de la CEE, sont contre l'Europe. Une confédération qui serait un premier pas vers des institutions mondiales démocratiques d'arbitrage entre les puissances entrerait bien dans nos perspectives. La question se pose donc tout de suite : approfondissement (à 12) ou élargissement (à 19 et plus) ?

La politique intérieure

François Mitterrand et son gouvernement, en particulier son ministre des Affaires dites Etrangères, peuvent bien nous répondre qu'il convient d'agir à la fois dans les deux sens, ils ont choisi, en partie pour une raison de politique intérieure à savoir diviser l'opposition, de donner la priorité à l'approfondissement. Ils écartent donc les répercussions des changements à l'Est qui pourraient pourtant permettre de rééquilibrer l'ensemble et en faire une construction moins dépendante des anglosaxons. Ils foncent au pas de charge dans la direction qui leur semble de nature à renverser leur faillite annoncée lors des prochaines échéances électorales. Seuls quelques objecteurs disparates du Front National au PCF, en passant par Philippe Séguin et Jean-Pierre Chevènement, essaient encore les premiers de faire barrage, les seconds de raisonner calmement. Il est à craindre que, comme pour la guerre du Golfe, les conformistes l'emportent à l'esbrouffe au moins chez les politiciens professionnels. Simone Weil menace en affirmant que : *"tout présidentiable qui aujourd'hui prendrait position contre le traité... serait confronté à de lourds handicaps s'il arrivait au pouvoir ; non seulement vis-à-vis de nos partenaires de la Communauté, mais aussi au plan international... Ce serait une telle perte de crédibilité qu'on en aurait les retours de bâton extrêmement dommageables."* (1)

Quant au Président de la République et à ses ministres, en retard de deux guerres, ils tentent de nous convaincre que cette Europe-là serait la seule façon de faire la paix entre la France et l'Allemagne d'abord et les autres puissances ensuite !

Le postulat de départ

Ce qui nous intéresse particulièrement en l'occurrence est de préserver les chances de passage vers une économie plus distributive ou au moins d'éviter qu'elles ne soient compromises définitivement. Or, il faut observer d'entrée que le traité de Maastricht se réfère explicitement à ce qu'il est convenu d'appeler tout à fait impro-

prement l'économie de marché. C'est-à-dire le capitalisme de la jungle où justement, en raison des subterfuges les plus divers (ententes sur les prix et les limitations de production, cartellisation, concentrations, dumping, destructions de produits, publicité mensongère, protectionnisme déguisé, etc) le marché soi-disant libre est en fait complètement détourné par les puissances financières.

Il est tout à fait significatif qu'au cours d'un récent *"Point sur la table"* (2) Roland Dumas ait choisi comme partenaire Daniel Goeudevert (3) alors que Philippe Séguin l'anti-Maastricht de service était assisté par une députée RPR comme lui, qui avait voté *"l'exception d'inconstitutionnalité"* qu'il venait de défendre, avec un certain succès, devant l'Assemblée Nationale. Philippe Séguin a d'ailleurs pu se permettre le luxe de soutenir, devant le ministre, que la France serait contrainte par l'application du traité, d'accepter toute orientation économique-financière qui lui déplairait à la majorité du Conseil des Douze. *"Comme vous le savez, je ne suis pas socialiste, a-t-il lancé à Roland Dumas, mais j'estime que si les Français désirent l'instauration de ce système, il est inadmissible que l'Europe le leur interdise!"* Un comble.

Bien entendu, le ministre n'a pas pu répliquer sur ce point. Quoique membre du PS, qu'a-t-il d'ailleurs encore de socialiste ?

Le grand patronat, les banques, les groupes industriels sont à fond en faveur de l'Europe que l'on cherche à nous imposer. Ils savent qu'en raison de l'insuffisance de contrôle démocratique, il leur sera aisé de faire prévaloir leurs vues.

Les lobbies des multinationales qui font déjà la pluie et le beau temps à Bruxelles (4) sauront donner le coup de pouce, et même un peu plus, là où il faut, pour qu'il en soit ainsi. L'insigne faiblesse des syndicats, leur manque manifeste de coordination internationale encore plus que nationale, leur étroitesse de vues concentrées sur des intérêts corporatistes à court terme, ne leur permettront pas d'assurer, à ce niveau, le contre-pouvoir indispensable. Il en résulte déjà un *"déficit"* social européen qui ne pourra que s'aggraver.

Le système monétaire

Les conditions imposées aux Etats pour accéder à la monnaie commune en 1997 ou en 1999 (5) et qui font d'ailleurs que seuls, actuellement, la France et le Luxembourg les respectent, seront contraignantes au point d'empêcher les membres de la Communauté d'avoir une véritable politique budgétaire indépendante. L'écu est sensé mettre fin à la domination qui fut celle de la livre, qui est celle du dollar et risquerait d'être celle

(suite page suivante)

du yen ou du mark. Il n'est pas sûr que les automatismes des milieux du change permettent la substitution dollar-écu, mais à supposer qu'il en soit ainsi, ce serait s'affranchir d'un excès pour retomber dans un autre, comme nous allons le voir.

Nous savons bien que les Etats ont cédé la plus grande partie de leur ancien pouvoir régalién de battre monnaie. Les économistes les plus réputés admettent que les banques ont accaparé au moins 80 % de la création monétaire. Maurice Allais, prix Nobel d'économie, accuse les banques d'être des faux-monnayeurs. Néanmoins, certains Etats conservaient encore une partie de leurs anciennes prérogatives. En France, la Banque d'Etat est nationalisée et ainsi, dans une certaine mesure, les citoyens français en ont le contrôle. Or, non seulement la Banque européenne aura seule mainmise sur l'écu, mais, en plus, elle sera "indépendante", c'est-à-dire soumise aux désirs des milieux de la haute finance internationale. Les gouverneurs des banques nationales qui la feront fonctionner ne pourront pas résister et ce n'est pas le Conseil des présidents et chefs d'Etat qui sera, techniquement, en mesure de le faire. Encore le déficit démocratique, et sur le point le plus sensible de tout l'édifice capitaliste. François Mitterrand lui-même s'en est inquiété lors de sa prestation télévisée du 12 avril, pour se rassurer en remarquant que les représentants auprès de la Banque pourraient être des politiques.

Piètre consolation : ils seront à des années-lumière de leurs électeurs.

C'est bien de cela qu'il s'agit. Plus le pouvoir s'éloigne de nous, plus il nous est difficile de nous faire entendre de lui. Il en sera ainsi, géographiquement et institutionnellement, c'est-à-dire que les échelons à gravir seront de plus en plus nombreux pour parvenir aux décideurs. Ceux-ci seront hors d'atteinte.

En bref, c'est le monétarisme de Milton Friedmann, prôné par le gouvernement Kohl et les maîtres de l'économie allemande, qui l'emporte sur la démocratie économique.

L'alternative

Nos amis d'"Europe 93" devenu depuis "Europe 99 - Projet de civilisation" (6) sortent un document de 88 pages. Marie-Louise Duboin a participé à la rédaction de ce texte pour un sous-chapitre intitulé "Commencer à mettre en place progressivement une économie distributive aux côtés de l'économie redistributive".

D'après ce que l'on peut écrire au vu du seul sommaire, l'ensemble des orientations européennes souhaitées par les auteurs semble tout à fait incompatible avec la direction prise par les chefs d'Etat:

La "culture européenne" (chapitre 1) sera soumise au culte atlantique.

Les "injonctions du social" (chapitre 2) seront, nous l'avons vu, subordonnées au grand patronat de la Ruhr et d'ailleurs.

"L'impératif écologique" (chapitre 3) ne s'imposera que s'il est en mesure de favoriser les intérêts économiques des industriels.

Il ne sera pas possible de remettre "l'économie en question" (chapitre 4) puisque c'est le capitalisme ultra-libéral qui est choisi.

Enfin "L'union monétaire en l'an 2000 ?" (chapitre 5) sera gouvernée hors du contrôle des citoyens.

Décidément le "revenu européen de citoyenneté" défendu par "Transversales" et "Europe 99" a fort peu de chances de voir le jour dans ce contexte (7).

Les perspectives

L'avenir est incertain. Le référendum, maintenant décidé, c'est l'inconnu, l'opinion est tellement versatile ! Si l'on ajoute les difficultés qui résulteront de la ratification nécessaire par les onze autres membres de la Communauté, l'on ne voit pas très bien comment les stipulations de Maastricht pourraient entrer vraiment en application. Les danois viennent, d'ailleurs, de remettre tout en question. Eu égard à ce que nous venons d'expliquer, cela ne saurait nous déplaire. Néanmoins, nous regretterons que l'Europe que nous souhaiterions ou celle que nous accepterions aient, dans ce cas, manqué une occasion.

Contrairement à ce qu'affirment les partisans de Maastricht, tout ne serait d'ailleurs pas perdu. La construction déjà bien avancée pourrait reprendre sur des bases plus sociales et plus socialistes peut-être. La citoyenneté européenne ne serait, de toutes manières, pas morte. La circulation des biens et des personnes pourrait se faire sans entraves dans le cadre du marché unique. Le droit de vote pourrait être assuré sous certaines conditions à tous les habitants de la Communauté au lieu permanent de leur habitation.

Et peut-être le revenu de citoyenneté pourrait-il être inscrit dans les futurs accords. Alors le contretemps n'aura pas été inutile.

Les économies des pays membres seront moins bancales, on peut au moins l'espérer et, comme le disait plaisamment Jacques Duboin : "la nouvelle organisation n'aura plus, comme seul objet, de les faire claudiquer ensemble et en cadence."

(1) Devant le "Grand Jury RTL-Le Monde" du 26 avril 1992.

(2) TF1- 6 mai 1992

(3) L'homme qui se médiatise.

Déjà invité par "L'heure de vérité", A2, le 22 mars 1992.

Président (français) du Directoire de Volkswagen.

(4) Voir "Marchands d'influence - Les lobbies en France" par J.D. Guiliani (Editions du Seuil) et l'article que Henri Muller a consacré à ce livre dans la GR n° 911.

(5) Déficit budgétaire inférieur à 3 % du PIB. Dette inférieure à 60 % du PIB et écart d'inflation, au-dessus de la moyenne des trois pays les mieux placés, inférieur à 1,5 points.

(6) 262, Bd Saint Germain, 75007 Paris.

(7) Voir "Considérations européennes" GR n° 904.

Sur un autre ton, un de nos lecteurs a choisi pratiquement le même titre pour une analyse semblable à celle de René Marlin :

L'Europe ! Mais quelle Europe ??

par Aimé Mollié

L'Europe peut être une entreprise magnifique ou une saloperie écoeurante. A bien réfléchir, il y a deux façons de faire l'Europe : ou on prépare l'Europe des Peuples, ou on prépare l'Europe des banques.

L'Europe des peuples.

Elle doit être construite pour un bien-être commun des Européens par la confiance, la tolérance, la collaboration et la justice sociale et économique. Vous allez me dire : *"Mais pourquoi l'Europe seulement et non plus le monde ?"* Bien sûr, c'est le monde du bien-être, de la paix et du bien-vivre, le vieux monde des citoyens du monde de Gary Davis qui doit être le but, la fin. Peut-être l'Europe des Peuples serait-elle une marche vers ce monde idyllique et un moyen pour y accéder. Comment arriver à cette Europe des peuples ?

1° Il faudrait que tous les peuples européens puissent apporter sur le marché le meilleur de leur production sans limitation, ni contingentement malthusianiste (je cite pour expliquer : la France, ses vins, ses fromages, ses produits de beauté ; l'Espagne, ses fruits ; l'Italie, ses pâtes, bref, tout ce qui se fait de bon, d'agréable, de confortable et chez tous.

2° Il serait ensuite nécessaire d'évaluer toute cette production en une monnaie de consommation.

3° Fabriquer cette monnaie, gagée sur la production et destinée à être détruite à l'achat.

4° Répartir cette monnaie entre tous les Européens de façon qu'ils puissent satisfaire leurs besoins selon leurs goûts.

Ainsi l'abondance, puis le confort pourraient être mis à la portée de tous au lieu d'être détruits ou contingentés comme on le fait actuellement pour maintenir le profit. Plus de misère, plus de jalousie, d'envie, de rancœur qui mènent au vol, au crime, à la guerre. Plus de prostitution, plus de drogue, plus besoin d'armée (pour défendre qui ? Contre quoi ?). Le travail serait réparti et le chômage deviendrait un bienfait et non une calamité. C'est ainsi que cette Europe nantie, pacifiée, deviendrait un modèle pour le monde et pourrait utiliser ses surplus pour l'aide désintéressée au tiers-monde affamé. Et ce tiers-monde éduqué deviendrait moins prolifique, comme le montre Josué de Castro dans son livre intitulé *"Géopolitique de la faim"*. Ainsi se précipiterait moins l'ensevelissement de la planète dans ses déchets. Ce tiers-monde bien géré rentrerait dans la danse pour y apporter ses produits, qu'on lui vole actuellement pour enfler le profit capitaliste. Le monde rassuré, pacifié, désarmé, pourrait se donner à tout le progrès (éducation, recherche médicale) et peut-être les

savants se faisant part de leurs découvertes trouveraient-ils plus rapidement des remèdes à des maux aujourd'hui incurables ?

L'Europe des Banques

Ce n'est pas ce monde heureux et libéré qu'on est en train de nous mijoter. Que sont en train de préparer nos maastrichiens ?

1° D'abord : **une monnaie commune**. Mais quelle monnaie ? Une monnaie capitaliste, gagée sur rien, ne représentant rien, une monnaie comme l'argent actuel dont personne n'est foutu de donner une définition et de dire ce qu'il représente. Que représenterait l'écu mieux que le franc, le dollar, la lire, le mark, le yen ? Ah ! la belle monnaie qui permettrait aux banquiers, aux affairistes, aux spéculateurs de magouiller sans frontières. Quels beaux jours pour les maffia de l'argent, de la banque, du pétrole, des armements, de la drogue, de la prostitution, de la pollution et de la dépollution (quelles mines!), de l'information, du sport, du spectacle, et j'en oublie... Bon appétit !

2° **L'armée commune**. Qui n'a pas vu à la télé défiler ce bataillon franco-allemand, amorce d'une armée européenne, devant Kohl et Mitterrand ? Une armée pour quoi faire dans une Europe pacifique ? Pour mater les protestations populaires ? Dans une économie de marché et de concurrence, la lutte économique va se faire dure contre l'Amérique et le Japon, mais Japon et Amérique ne sont-ils pas déjà liés à des entreprises européennes ? L'armée servira-t-elle à la défense de certains trusts contre d'autres ?

L'armée, c'est tout ce qu'ont trouvé les politiciens et affairistes capitalistes pour donner du travail et du pouvoir d'achat aux ouvriers de la SNIAS qui protestent contre la diminution des armements, pour animer l'économie dans les villes de garnison qui hurlent contre la délocalisation, et pour procurer du profit aux Dassault, Lagardère et autres fabricants de matériel à tuer.

3° **Une assemblée européenne** à laquelle se préparent tous les vieux schnocks de la politique, tous ces incapables qui n'ont trouvé de solution, ni pour les paysans, ni pour les ouvriers, ni pour les fonctionnaire, ni pour les jeunes, ni pour les vieux, ni pour les malades, ni pour personne, parce qu'il n'y a plus de solution pour personne dans le régime capitaliste du profit. Va-t-on réélire tous ces impuissants de droit qui n'ont pu faire tourner le capitalisme imbécile, tous ces prétendus socialistes qui n'ont pas été foutus de nous en sortir, tous ces innocents qui ont transformé le chômage en catastrophe et l'abondance en calamité, tous ces criminels qui ont détruit de la bonne nourriture pen

dant que des gens mouraient de faim ?
 Ni les pacifistes, ni les écologistes, ni les autres partis ne pourront nous sortir du pétrin sans sortir du capitalisme. Le temps est venu de mettre en place une économie distributive et de jeter aux ordures ce capitalisme assassin qui n'a su que détruire et tuer. Il serait temps que cette gauche qu'on dit foutue se rende compte que l'économie distributive avec monnaie de consommation est devenue le dénominateur commun à tous les progressistes qui en ont marre et qui veulent que ça change. Il faut mettre fin à cette vieille monnaie capitaliste qui fait que le progrès joue contre l'homme et l'écrase au lieu de le libérer.
 Quel journaliste courageux et indépendant avertira les jeunes et les invitera à prendre la relève, afin de créer à leur goût le monde de demain, qui sera le leur s'il existe encore un monde? Désormais, il va falloir choisir : l'abondance ou le profit, la collaboration ou la concurrence, l'amour ou la haine, la paix ou la guerre, la vie ou la mort.
 L'économie distributive est la condition nécessaire à un monde meilleur. Puisse le choix et l'action des peuples l'amener aussi à être suffisante !

Cher patron,

Je vous en prie, cher patron, surveillez bien votre bilan financier de fin d'année. S'il a tendance à devenir négatif, n'hésitez pas à dégraisser, je veux dire, à licencier une partie de votre personnel. Je sais bien que cela vous est pénible, mais étant donné que vos ouvriers auront toujours la chance de percevoir l'indemnité de chômage, alors que vous, il ne vous restera que "leur" usine et "leurs" machines.

Excusez-moi si je dis "leur usine et leurs machines" car dans votre petite tête d'homme d'affaires ayant peut-être fait des études à l'ENA, l'usine et les machines vous appartiennent, n'est-ce-pas ?

Et pourtant, si l'on réfléchit bien un instant (plus ou moins long suivant votre Q.I.) vous êtes-vous demandé comment un homme seul peut, par son travail (même 24 heures sur 24) s'acheter une usine et tous ses équipements ?

Eh ! oui ; les ouvriers et employés ne s'en rendent pas encore compte (chut ! Il ne faut pas le leur dire) mais c'est bien par leur travail sous-payé que vous avez pu vous permettre de devenir possesseur de toutes vos usines. Ils vous ont permis également de vous acheter de magnifiques machines robotisées pour les remplacer (vos ouvriers)... et en faire des chômeurs.

Bien cordialement.

Marcel Leblond

PS. A moins que votre usine, montée par actions appartienne à vos actionnaires.... Mais alors, que vous reste-t-il ?

bloc-notes

Associations et Revues

*

G.L.E.D

Groupe Liègeois pour l'Economie Distributive
 a publié la brochure
 "Muter ou chuter"
 et diffuse livres et journaux
 distributistes en Belgique.
 L. Gosset, 21, rue Charles-Hansez
 4630 MICHEROUX Belgique

*

G.S.E.D.

Groupe des Salariés pour l'Economie Distributive
 11, rue St-Vincent-de-Paul
 13000 MARSEILLE

*

EDEN

Equipes pour la Diffusion d'une Economie Nouvelle
 2, rue Berthe-de-Boissieux
 38000 GRENOBLE

*

UNION PACIFISTE

4, rue L.-Hoche
 92100 BOULOGNE

*

CITOYENS DU MONDE

15, rue Victor-Duruy
 75015 PARIS

*

CLUB DE L'AN 2000

contact : L. Gilot
 12/59, rue de Belfort
 92110 CLICHY

*

A CONTRE-COURANT syndical et politique

4, rue des Iris
 52100 SAINT-DIZIER

*

Liaison et Action Contre la FAim

4, sq.du-Nouveau-Belleville,
 75020 PARIS

*

*

ÉVASIONS

publiée par l'Age du Verseau
 "Pour une nouvelle
 conscience planétaire"
 103, Résidence Garderose
 33500 LIBOURNE

*

TRANSVERSALES Sciences-culture

29, rue Marsoulan
 75012 PARIS
*vient de publier son troisième
 numéro spécial, intitulé:*
Garantir le revenu
*prix pour les abonnés de la GR
 s'adressant au journal:100F, franco.*

*

FRAGMENTS

*Lettre mensuelle alternative
 de recherche créditiste*
 5, passage Fontaine-del-Saulx
 59800 LILLE

*

TAM-TAM

33, rue de Rénipont
 1380 OHAIN Belgique

*

AGIR ICI

pour un monde solidaire
 17, place de l'Argonne
 75015 PARIS

*

L'HOMME LIBRE

BP.205
 42005 SAINT-ETIENNE

*

LA LUCARNE

11, rue du Monnel
 7500 TOURNAI Belgique

*

INFOR VIE SAINE

127, rue de Fernelmont
 5020 CHAMPION Belgique

*

Le danger du “je m’en foutisme”

par Jean Bourdette

Je ne suis pas étonné des protestations qu’a suscitées ma lettre sur le “bon” et le “mauvais” profit, publiée dans le numéro de mars 92 de la GR, comme chaque fois que, pour défendre une bonne cause, on doit se faire d’abord l’avocat du diable”.

Je me félicite de ces réactions, car c’est du libre échange des idées et opinions différentes que sort, sinon la lumière, du moins la meilleure solution à de nombreux problèmes, mais je dois dire à mon contradicteur, Monsieur E.B., qu’il n’a nullement compris le sens exact de mon exemple des trois boulangers...

Où a-t-il vu que le prix des produits de qualité de X était supérieur à ceux de Y et Z ? C’est précisément toujours exactement le contraire et c’est justement la raison de l’important bénéfice réalisé par X.

Il faut donc d’abord rappeler que le revenu de tout travailleur indépendant ou “à clientèle” (commerçant, artisan, patron dans le secteur concurrentiel, etc.), revenu variable qu’il ne faut surtout pas confondre avec le salaire du salarié, revenu contractuel fixé au moins pour une durée plus ou moins longue, est proportionnel à son “chiffre d’affaires brut”.

Si l’on désigne respectivement par les termes :

P : prix moyen par unité de vente

Q : Coefficient de qualité des produits en vente

N : Nombre de clients en un temps donné

V : Volume d’achats par client.

C, le chiffre d’affaires brut résulte de l’équation :

$$C = (P/Q) \times N \times V$$

Or, on sait que si le vendeur augmente ses prix pour une qualité des produits inchangée, et si, en conséquence, le rapport (P/Q) augmente (dans le cas du commerçant qui “vend cher”) les termes N et V vont obligatoirement diminuer, car les clients seront moins nombreux et achèteront moins chacun, vu qu’ils recherchent tous le rapport Prix/Qualité le plus faible possible.

Je pense donc qu’en Economie Distributive, nous devons bien nous garder de vouloir supprimer les travailleurs indépendants “à clientèle” sous prétexte qu’ils recherchent du “Profit”, car les consommateurs exigeront toujours de garder le libre choix de leurs fournisseurs, d’acheter à ceux qui proposent le meilleur rapport Prix sur Qualité parce qu’ils sont motivés par la concurrence, et ils ne voudront jamais être servis par des “vendeurs fonctionnaires” qui “s’en foutent”, parce qu’ils sont assurés de leur revenu, que le client soit content ou non...

Nous devons aussi éviter surtout de faire de l’“angélisme” sur la nature humaine (seule satisfaction d’être utile, joie de servir ses semblables, etc.) car celle-ci, qu’on le veuille ou non, n’est pas portée naturellement à la philanthropie.

Non, Monsieur E.B., le système du “Tous salariés d’un seul employeur : l’Etat !...” ça ne marche pas, parce qu’à tous ceux qui prétendent qu’avec ce système, tous

les hommes auraient l’avantage d’être à la même enseigne, et égaux en chances et en possibilités, les faits, têtus comme l’on sait, répondent inexorablement qu’il y en a toujours qui “sont plus égaux que les autres” (l’inévitable Nomenklatura et ses privilèges).

Un demi-millénaire avant le Communisme, qui n’aura duré que trois quarts de siècle, un autre régime tout-étatique, dans lequel l’Etat subvenait aux besoins de chacun de sa naissance à sa mort, celui des Incas, a duré deux siècles.

L’empereur Inca n’avait qu’un seul moyen d’empêcher le “je m’en foutisme” de ses sujets : la terreur (une seule sanction pour la moindre faute : la mort), et cette mécanique de gouvernement bien huilée fonctionna parfaitement jusqu’à ce que l’empereur-dieu soit capturé par surprise par une poignée d’Espagnols.

Leur seule motivation qu’était la terreur ayant disparu, ils ne firent pas un geste pour délivrer leur souverain et tout cet empire bicentenaire s’effondra en quelques heures.

Dans l’ex-empire soviétique et ses satellites, le “je m’en foutisme” général s’est propagé dès que la terreur a cessé, sauf, bien sûr, chez les nomenklaturistes, seuls gagnants au système (militaires de haut rang, grand ingénieurs, savants, cosmonautes, champions sportifs, etc.), mais une minorité privilégiée ne peut guère longtemps maintenir un système contre l’immense majorité des citoyens moyens frustrés.

Mon interlocuteur cite les exemples de Pasteur, Fleming, Curie qui n’étaient pas motivés “par le fric”. Le malheur est qu’il érige l’exception en règle, et qu’il n’y aura plus jamais de Pasteur, ni de Curie, il n’y aura plus aucun savant pour accepter de travailler dans des conditions matérielles aussi déplorables au point d’en être de sa poche pour le bien des autres, et de mourir presque pauvre. C’est tant mieux...

On peut juger le système économique et social des Etats-Unis odieux et c’est vrai, mais il faut lui reconnaître au moins l’efficacité dans la production de savants prix Nobel, qui s’y voient offrir des “ponts d’or”, et si l’URSS a également eu des savants et des prix Nobel, bien que moins nombreux, c’est tout simplement parce qu’elle ne pouvait faire mieux que de les admettre d’office dans la Nomenklatura avec tous ses avantages refusés au citoyen de base M. Tout-le-Monde.

Si le libéralisme sauvage, le “tout est permis pourvu que ça marche” comme aux Etats-Unis, conduit à la loi de la jungle et à la guerre civile comme à Los Angeles, l’extrême opposé du “Tout étatique” est tout aussi néfaste et nous, distributistes, devons bien nous garder de tomber dans ce piège.

Elle n'était pourtant pas tendre...

...La "lettre ouverte aux Socialistes", parue dans la Grande Relève de mai, n'était pas tendre pour les Socialistes. Nous l'avons cependant envoyée à nombre de personnalités du gouvernement et du parti socialiste. Nous avons eu quelques réponses, notamment du précédent secrétaire du PS, Pierre Mauroy et du nouveau, Laurent Fabius, d'Edith Cresson et de Pierre Chevènement.

Voici celle de Fabius :

"Merci pour l'envoi de votre "Lettre ouverte aux Socialistes" dont j'ai pris connaissance avec intérêt.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs."

Voici celle de Mauroy :

"J'ai bien reçu votre correspondance en date du 8 avril dernier et j'y ai été très sensible.

C'est avec beaucoup d'attention que j'ai lu votre "Lettre ouverte aux Socialistes" ; je l'ai transmise à M. Michel Charzat, Secrétaire National chargé du contrat-programme pour les prochaines élections législatives.

Je vous remercie sincèrement de votre témoignage de sympathie et vous prie de croire, cher Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs et cordiaux."

On peut toujours rêver...

Déception par contre venant du Journal "Le Monde" qui, décidément, - pourquoi ? - refuse constamment tout ce qui évoque directement Duboin ou l'économie distributive :

Cher Monsieur,

Bruno Frappat m'a transmis votre "Lettre ouverte aux Socialistes" dont j'ai pris connaissance avec intérêt, mais que nous n'avons malheureusement pu retenir pour publication."

*Signé Thomas Ferenczi,
chef du service politique.*

Voici ma réponse, polie mais quelque peu acide :

"J'ai bien reçu votre courrier du 27 mai concernant la non publication de ma "Lettre ouverte aux Socialistes". Je le regrette d'autant plus que, bien qu'elle ne soit pas très amène pour eux, des personnalités socialistes à qui je l'avais adressée m'ont remercié : Edith Cresson, Fabius, Mauroy, Chevènement entre autres.

Les "abondancistes" pour une grande part sont, comme moi, de fidèles lecteurs du Monde que nous citons abondamment dans notre mensuel "La Grande Relève des Hommes par la Science". Sans aucune réciprocité, hélas !

Je me permets de vous joindre une brochure résumant nos thèses. Elle a été l'an passé distribuée à tous les députés et sénateurs de gauche, et nous a valu d'innombrables réponses. Il est surprenant que 60 ans après Jacques Duboin, 30 ans après François Perroux, Monsieur Bergeron et le BIT consentent enfin, grâce

au problème du chômage qui croît avec la production, à évoquer l'un, la semaine de 30 heures à l'horizon 2000, l'autre la nécessité d'une nouvelle approche du problème chômage-travail comme seules solutions possibles. Tant il est vrai que "la solution du bon sens est la dernière à laquelle songent les spécialistes" (Bernard Grasset) (2) ; tant il est vrai que "nos économistes distingués" sont incurables : pourquoi faire simple quand on peut faire compliqué."

— — —

(1) Nous avons joint à Ferenczi un texte de F. Perroux sur l'Abondance, publié en 1963.

(2) Exergue de "Un socialisme à visage humain".

André Prime

Souscription permanente

"Pour que vive la Grande Relève"

Mme Blaye 39 - O. Filhos 150 - Mme Lahens 300 - J. Berger 10 - J. Fichou 150 - J. Bigot 80 - R. Perrin 30 - F. Patino 130 - R. Labesse 380 - Anonyme 3.000 - G. Oostenbroek 80 - Julien 30 - J.M. Forcade- 30 - H. Rambert 170 - Mme Colline 280 - J.P. Salge 180 - Schwartz 50 - R. Rio 80 - Mme Barbonne 160 - Lopez 25 - R. Carpentier 100.

Total : 5.454 F.

Merci à tous !

Le capitalisme a convaincu, mondialement, que seule l'économie de marché est efficace et permet la satisfaction des besoins. Dès à présent, il nous faut montrer, démontrer et répandre l'idée que l'économie de marché porte atteinte aux Droits et à la Dignité de l'Homme. Qu'elle porte atteinte aux solidarités et à la protection de la nature. En se référant à la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, en particulier à l'article 23, il est aisé de prouver que l'économie de marché conduit à violer à grande échelle les Droits de l'Homme (des millions de chômeurs). Il est facile d'indiquer que ce type d'économie a des exigences incompatibles avec la satisfaction des solidarités inscrites, elles aussi, dans la Déclaration... Il serait plus habile et plus exact de parler d'une "économie solidaire" (pour l'Homme et pour la Nature) que d'une "économie distributive". L'expression "économie solidaire" aurait une consonance fédératrice et écologique capable de réunir et de mobiliser un grand nombre. D'une façon générale, il faudra :

1.- organiser, répartir les productions en fonction des besoins, dans un souci de solidarité et de protection de la Nature, 2. -organiser le travail en responsabilisant et en intéressant à la production, 3. - partager le temps de travail et faire en sorte que tous ceux qui y sont aptes en aient leur part, même si cette part doit être extrêmement réduite (ex. 3x6 h/semaine) : pas de droits sans devoir et sans travail, 4. - rémunérer tout ce qui est travail. Exemple, le travail scolaire à partir de 14 ans, travail familial, de recherche, artistique, etc....5.- prévoir

une monnaie non spéculative et relativement stable qui ne soit pas un moyen de spolier ceux qui participent en vérité à la production des biens nécessaires et des valeurs utiles, 6.- assurer une vie convenable à tous ceux qui auraient à dépendre de la solidarité, 7.- l'organisation devra être à la fois démocratique, scientifique et pragmatique.

R.G., Arradon

Réponses : 1) Nous pensons que par "économie de marché" notre lecteur entend, plus précisément, "économie basée sur l'échange en vue d'un profit". Or, quand on constate qu'un nombre de plus en plus grand de gens n'ont plus rien à offrir (sur le marché du travail par exemple, qui est saturé), en échange de ce dont ils ont besoin pour vivre, il faut bien en venir à l'idée d'une distribution nécessaire pour qu'ils survivent. De là le nom d'économie distributive qui, effectivement, ne peut être qu'une économie solidaire.

2) Dans la description succincte d'une telle économie, il convient probablement de remplacer le mot travail par "activité utile aux autres" ou quelque chose d'équivalent.

Il faut bien se le mettre dans la tête : le Profit, en régime capitaliste, est absolument indispensable. Sinon, l'entreprise, même la plus utile, est condamnée à la faillite.

Et, en raison de la concurrence, il ne peut être que maximum, sinon les responsables se verront reprocher une mauvaise gestion !

Evidemment, indispensable ou pas, c'est bien le profit qui conduit le régime au blocage lorsqu'apparaît l'Abondance. Cela veut dire qu'il faut

inventer d'autres mécanismes...Enfin, il ne faut pas non plus se boucher les yeux et les oreilles et prendre ses désirs pour des réalités : on ne pourra se passer des revenus d'émulation avant un profond changement des mentalités. C'est pour ne l'avoir pas compris que l'URSS a échoué !

J.M., Annecy

Je suis catholique, et mes deux fils aînés, prêtres, m'ont aidé à prendre conscience que les représentants de l'Eglise, au fil des siècles, n'ont pas toujours agi dans l'esprit du Maître, mais actuellement il y a une réelle prise de conscience : c'est le miracle permanent de la puissance de l'Amour.

Vos articles sont fort intéressants et aident à faire le tri de toute l'information des médias.

D.J., Le Mesnil Isnard

A propos des immigrés

Au sujet du contrat civique passé entre un individu qui propose de rendre à la Société un service qu'il définit, contre un revenu que celle-ci lui assure, j'avais cité, dans notre n° 909, cette question d'un lecteur : "Allez-

vous donner un revenu à ceux qui chez nous se conduisent en pays conquis et se permettent les pires actions (meurtres, viols, vols) ?". A quoi j'avais répondu qu'un tel comportement n'était bien évidemment pas compatible avec l'acceptation d'un contrat civique, et j'avais ajouté : "même s'il est proposé par un aryen, blond aux yeux bleus". Ce lecteur revient sur le sujet :

«Comment voulez-vous considérer comme citoyen (le débat est ouvert) ceux qui sont inassimilables parce qu'ils ne le veulent pas et veulent seulement profiter de nous...Et surtout ne pas confondre les "latins" dont je fais partie avec le rez-de-marée maghrébin et noir...Enfin, je ne comprends pas du tout l'allusion finale. Pour me situer, je suis né en 1934, je ne suis pas blond aux yeux bleus, je suis natif de Nice,- française depuis 1860 -, grand-père français, grand-mère italienne, père né au Mexique, etc... enfin en 1943-1944, j'ai participé les armes à la main à la libération de mon pays. Je servais de liaison et de ravitailleur au groupe de résistants auquel appartenait mon père.

Je persiste à dire que la citoyenneté est absolument indissociable de la nationalité et que celle-ci ne peut être octroyée que suivant des règles strictes, sévères et soumises au droit du sang comme le veulent les ... (collaborateurs).

Est-ce trop de vouloir rester Français et de conserver nos valeurs devant les attaques nombreuses, en particulier au PS dont je suis membre depuis 1962 (et ce après mon grand-père et mon père)».

G.B., Arles

Réponse : Le problème des immigrés est immense. Il est évident qu'à l'origine, la politique française a été d'attirer une main-d'oeuvre bon marché, acceptant, pour vivre, les corvées que les Français ne voulaient pas faire.

Il est évident aussi que les conditions sociales ont attiré et attirent toujours ceux qui sont acculés à la misère dans leur pays d'origine, et que, parmi eux, beaucoup ne voient que les avantages et ne se sentent aucune obligation en échange.

C'est justement cette obligation en retour que le contrat civique peut apporter, cette notion qu'on ne profite pas de quiconque sans contrepartie, pas plus qu'on ne le sert sans contrepartie: être citoyen c'est participer à la fois aux charges et aux revenus.

Mais ne perdons pas de vue que les problèmes de l'immigration sont en fait ceux de la misère. Les riches émirs qui viennent en France avec leurs pétrodollars sont accueillis à bras ouverts. Ceux qui viennent pour nourrir une famille ne le font pas de gaité de cœur, ils préféreraient certainement vivre et prospérer au pays qui est le leur.

Les problèmes que pose l'émigration de façon souvent dramatique n'ont de solution que dans un rééquilibrage des richesses du monde, quand les pays riches cessent des pratiques commerciales qui exploitent à leur profit les pays pauvres.

M-L D.

◇ *Pour votre propagande,*

* *la réédition d'un livre plein d'humour de Jacques DUBOIN :*

KOU, L'AHURI ou la misère dans l'abondance

écrit en 1935, dans un style caustique pour dénoncer (déjà) le conservatisme des économistes classiques (65 F franco)..

(L'autre réédition, que nous avons faite en 1981, "*Les yeux ouverts*" est épuisée).

* *une brochure à faire lire :*

L'ECONOMIE LIBÉRÉE

par Marie-Louise DUBOIN, résumant et actualisant les thèses distributistes. Un outil de travail efficace, facile à lire, court et avec de nombreux graphiques. (22 F l'une, franco)

◇ *Pour votre réflexion personnelle, un roman :*

LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000

du même auteur. Se lit comme un roman pour faire comprendre les mécanismes de l'économie actuelle et ceux d'une économie alternative. L'économie distributive vécue dans ses détails.

(Edition Syros, 300 pages, 85 F, franco).

◇ *Pour animer une discussion :*

UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN

le texte d'une conférence d'André PRIME

- en une brochure rédigée dans le style de la conversation, (36 pages, 20 F, franco),

- sur une cassette audio enregistrée pour vous servir d'introduction quand vous voulez amener quelques amis à discuter (durée 50 minutes, prix 70 F avec la brochure, franco).

◇ *Pour offrir un résumé rapide de nos thèses :*

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE ET LES TRANSITIONS

un numéro hors série (Janvier 1992), permettant de prendre rapidement connaissance de nos propositions, (16 pages, 25 F franco).

Tous ces documents peuvent être commandés au journal.

***Envoyer la commande accompagnée du chèque correspondant à
La Grande Relève, BP 108, 78110 Le Vésinet, CCP N° 13 402.39 M Paris***